

Les crédits

reuse et que nous aurions par la suite un ralentissement. Il avait dit cela en 1984! Vous savez pourquoi il avait dit cela en 1984? Parce que le ministre Wilson, c'est le premier ministre des Finances compétent que ce pays a eu depuis très longtemps!

Des voix: Bravo!

M. Saint-Julien: Pour réparer le gâchis des libéraux!

M. Vincent: Comme le dit mon collègue d'Abitibi: pour tenter de réparer le gâchis laissé par le gouvernement libéral. . .

M. Saint-Julien: C'est vrai!

M. Vincent: . . . avec des abus, monsieur le Président. Il y avait des compagnies qui ne payaient pas d'impôts, il y avait des *loop-holes*, il y avait des crédits d'impôt à la recherche scientifique qui ont coûté des milliards de dollars, monsieur le Président. Et cela, c'est à la connaissance du ministre des Finances d'alors, M. Marc Lalonde, qui l'a admis dans un article de *L'Actualité*. Ils ont laissé aller. Mais nous, on n'a pas laissé aller, monsieur le Président. Et dès septembre 1984, ce *loop-hole* était fermé. Même avant l'exposé économique, même avant le premier budget, on a dit: C'est fini!

M. Saint-Julien: C'est du vol. Le vol du siècle des libéraux!

M. Vincent: Oui, monsieur le Président, il y a présentement un ralentissement et on ne s'en cache pas. Le ministre Wilson ne s'en cache pas; le premier ministre ne s'en cache pas et c'est normal. Mais, monsieur le Président, il y a quand même une croissance réelle, cette année, de 1 p. 100.

De 1984 à 1989, monsieur le Président, il s'agissait de 4,5 p. 100 de croissance, annuellement, ce qui était supérieur à tous les pays industrialisés du monde. On était, au niveau de l'emploi, meilleurs que tout le monde après le Japon. Mais ce que l'opposition ne dit pas, c'est que le revenu des particuliers, de 1984 à 1989, a augmenté de 16 p. 100, après inflation et après impôts. Ce qui veut dire que même avec l'inflation, même avec les augmentations d'impôt, que nous avons faites, que nous acceptons—ce sur quoi nous avons été jugés en 1988—mais après ces augmentations d'impôt et d'inflation, le revenu des particuliers a augmenté de 16 p. 100 en cinq ans.

Des voix: Bravo!

M. Vincent: On n'entend pas parler de cela souvent, monsieur le Président.

M. Della Noce: Il faudrait leur faire parvenir un mémo là-dessus car ils ne s'en vantent pas du tout.

M. Vincent: Donc, monsieur le Président, dans la même période, le besoin de biens et de services a aug-

menté, au Canada, plus vite que la production. Ce qui veut dire que plus de Canadiens demandaient plus de biens et plus de services que les entreprises canadiennes pouvaient fabriquer et vendre. Ce qui fait le jeu de l'offre et de la demande. Voilà, il y avait plus de demande qu'il n'y avait d'offre.

Cela crée quoi, monsieur le Président, lorsqu'il y a plus de demande qu'il n'y a d'offre? Cela crée ce qu'on appelle l'inflation. Et on l'a connue en 1981-1982.

Il y a deux façons de régler le problème de l'inflation. Il y a une façon de dire «on la laisse aller», puis, à un moment donné, on se réveille, et on monte les taux d'intérêt à 22 p. 100. C'est ce que j'appelle la façon libérale.

M. Saint-Julien: C'est vrai. Ils l'ont fait aussi.

M. Vincent: Ça fait mal à tout le monde, et cela crée des faillites, et cela crée une récession dans le sens du dictionnaire.

Il y a une autre façon, monsieur le Président. Il y a la façon de dire: l'inflation devrait normalement être à 3,5 p. 100; c'est rendu à 6 p. 100, on se doit de monter les taux d'intérêt, pour que la demande de biens et services diminue par rapport à l'offre. C'est cela la façon de le faire. Et c'est la façon dont nous on l'a fait.

Monsieur le Président, pour vous donner une idée, le coût de la main-d'oeuvre en 1989 est de 6,6 p. 100 supérieur à la majorité de tous les pays industrialisés. Les emprunts des consommateurs, en 1990, sur hypothèque ont augmenté de 17,1 p. 100, par rapport à 1989. . .

Une voix: À quel endroit?

M. Vincent: C'est ce qui arrive, monsieur le Président, lorsqu'il y a trop de gens qui demandent des biens et des services. Pour répondre à la question de mon collègue, même s'il n'a pas droit de parole. . . Moi, je les ai laissés parler, mais je vais être plus poli qu'eux, je vais répondre tout de suite à leurs questions. L'inflation, monsieur le Président, elle est de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique. Et l'inflation a augmenté dans toutes les provinces du pays. Maintenant, j'espère que vous allez me laisser poursuivre, et qu'on va être poli.

Monsieur le Président, une baisse trop rapide des taux d'intérêt aurait pour résultat de faire repartir la flambée inflationniste que l'on a connue et que l'on commence à maîtriser, que l'on maîtrise passablement bien. De là l'importance, monsieur le Président, de continuer la politique monétaire, économique et fiscale du ministre des Finances. Et de là l'importance, monsieur le Président, de tenter autant que l'on peut de leur faire comprendre, monsieur le Président. Je sais que c'est dur. Cela fait six ans que j'essaie, monsieur le Président, de leur rentrer certains principes, certains chiffres dans l'esprit pour